

Emission les 4 vérités sur France 2, le 11 août 2011

Roland Sicard : Bonjour à tous, bonjour Jean Luc Mélenchon.

Jean-Luc Mélenchon : Bonjour

RS : Les places financières se sont à nouveau effondrées hier, plus de 5% de baisse. Comment expliquez-vous ce vent de panique qui souffle sur les bourses?

JLM : Hé bien, il y a un effet boule de neige, que chacun peut voir, alors là on est dans l'urgence, mais il faut pas se laisser affoler par l'urgence, il faut essayer de regarder un peu plus profond....

RS: Et pourtant l'affolement...(inaudible)..

JLM : oui, bien sûr..

RS : .. de manière irraisonnée , on peut le dire..

JLM : Irraisonnée, je ne sais pas, les gens qui perdent beaucoup d'argent prennent peur et essaient de réaliser leurs biens tout de suite, c'est la logique du système capitaliste.

RS : Hier il y a eu une rumeur, on a dit que la Société Générale va faire faillite, on dit que la note de la France va être dégradée, tout cela est faux et ça s'effondre.

JLM : Eh oui, c'est le système qui est comme ça, parce qu'il ne fonctionne pas sur les réalités de la production, de l'organisation de la production de la richesse, mais sur des rumeurs, des bruits, et c'est un immense système d'agiotage et de spéculations. Donc, voilà, nous sommes dedans et c'est un système très instable que le système capitaliste.

Est-ce que vous savez, ça qu'il y a toujours eu des crises ? On a l'impression que c'est nouveau.....Très profondes...

RS : Oui, je sais...

JLM : Oui, bien sûr, je sais bien que vous le savez ! Mais ce sont des crises très profondes, sauf que celle-ci menace d'envoyer tout par terre. En effet, il est donc temps de changer de méthode, de gestion de la société, moi je le crois.

RS : Alors qu'est-ce que vous proposez ?

JLM : Déjà, dans le moment, ce ne sont pas les marchés qu'il faut rassurer, ce sont les producteurs, c'est-à-dire les entreprises et les travailleurs, les salariés. Donc, il ne faut surtout pas faire ce qu'on a fait à la Grèce ; c'est-à-dire une politique où l'on réduit le budget de l'Etat, où on comprime tout et on asphyxie l'économie, moins de recettes fiscales, donc moins de moyens de rembourser. Aussitôt les agences de notation disent : Ah ! eh bien puisque vous avez suivi nos recommandations, vous avez moins d'argent, donc on demande à ce qu'on vous prête à plus cher. Ceci explique le cycle mortel, qui fait qu'aujourd'hui, la Grèce est plus endettée et plus en difficultés qu'avant que la crise n'éclate. Il ne faut pas faire ça, il faut résister, il ne faut pas capituler devant les marchés financiers, donc protéger la production, protéger les travailleurs, ne pas réduire les protections sociales, ne pas réduire les budgets, comme l'éducation et autres, tout ce qui prépare l'avenir et en même temps frapper ceux qui nous frappent. Ecoutez, monsieur Sicard, c'est quand même énorme, nous sommes dans la main d'agences de notation. Mais qui sont ces gens, est-ce que vous le savez ? Est-ce que les citoyens savent qui sont ces gens ? Et bien je vais leur apprendre une chose : la bande

d'hypocrites que vous avez à la tête de l'Europe, qui aujourd'hui jettent des grosses larmes sur les agences de notation, c'est elle qui a décidé ; monsieur Barroso et les autres, c'est-à-dire, monsieur Sarkozy, madame Merkel qui ont donné des pouvoirs étendus aux agences de notation. En juin 2010, et là, en juin de cette année, ils viennent de décider que ces agences avaient le droit de se saisir toutes seules de noter telle ou telle entreprise. Où on va comme ça ? Donc on a institué des agences, comme des autorités indépendantes, qui décident à la place des peuples, qui décident à la place des gouvernements et des parlements.

Vous avez vu monsieur Trichet donner des ordres aux italiens ? Mais qu'est-ce c'est que cette affaire ? Ce sont les banquiers qui commandent maintenant ? Non, moi je crois que ce sont les peuples, alors moi je dis à monsieur Sarkozy, à Baroin et aux autres, ne cédez pas, résistez, donnez des coups puisqu'on veut vous en donner !

RS : Justement, hier Nicolas Sarkozy a réuni ses ministres exceptionnellement. Vous pensez qu'il a pris les bonnes décisions ? Il a annoncé que les déficits allaient être encore réduits. Est-ce ça, c'est la bonne voie selon vous ?

JLM : D'abord, certainement pas ! Parce que ce n'est pas au moment....

RS : Il faut laisser filer le déficit selon vous ?

JLM : Mais le déficit, c'est rien du tout, tout ça c'est une vue de l'esprit, le déficit...

RS : Ca existe quand même non ?

JLM : Oui, bien sûr ! Mais monsieur Sicard, si on appliquait à vous les normes qui sont appliquées à la France, vous allez tout de suite en prison !

Parce que si vous êtes endetté pour acheter votre logement, votre voiture, jamais votre banquier ne rapporte ce que vous devez à votre revenu de l'année. Il rapporte seulement ce que vous devez payer à votre revenu de l'année. Donc quand on fait ces grands chiffres pour faire peur à tout le monde et qu'on rapporte le niveau de la dette au revenu de la production d'une année, permettez moi de vous dire qu'on se moque du monde ;

Deuxièmement, une partie de cette dette est absolument injuste ; lorsque les taux d'intérêts montent c'est, paraît-il, parce qu'il y a un risque, vous l'avez entendu comme moi. On vous fait payer plus cher les taux d'intérêt c'est paraît-il, parce qu'il y a un risque, mais où est le risque ? Il n'y en a jamais ! Ce sont les Etats qui épongent à la fin !

Par conséquent, c'est une dette qui est indue. Chaque fois que vous payez plus cher un emprunt d'Etat parce que, soit disant, il y a un risque, c'est une dette indue.

Il faut arrêter de faire peur aux gens avec ça ! Le Président de la République Française, qui n'est pas un petit pays, qui est la deuxième économie du continent, a les moyens de taper du poing sur la table et de dire maintenant ça suffit ! Les agences de notation, à la niche !

Le banquier central doit prêter aux états nations directement.

Monsieur Sicard, il est inadmissible que la Banque Centrale Européenne prête aux banques privées qui ensuite prêtent aux Etats. Elle prête à 1%, aux banques privées, et les banques privées prêtent à 5, à 6, à 7, à 8% et en Grèce à 18% ! C'est une honte, c'est un scandale !

Il faut donc que la Banque Centrale prête directement aux Etats. Vous verrez qu'à la fin ça éteindra l'incendie.

Le maître mot c'est « résister » ! Résister, ne pas capituler !

RS : Pour réduire la dette, qu'est-ce que vous proposez ? Il faut augmenter les impôts ?

JLM : Pour réduire la dette, vous avez deux manières de faire :

Soit vous privez tout le monde de tout :

Alors on réduit le budget de l'éducation, comme ça notre avenir est bien pourri ! On réduit les remboursements de santé, comme ça tout le monde est malade ! Vous voyez un peu la politique aberrante ! Ca c'est celle que veut appliquer monsieur Sarkozy.
Et puis il y en a une autre qui consiste à dire : eh bien on va re-remplir la caisse.
Et on peut...

RS : On va augmenter les impôts..

JLM : Les impôts des tranches supérieures, les impôts des grandes entreprises. Dites donc ! Nos chères banques ont fait quand même 21 milliards de bénéfices l'année dernière, avec quoi s'il vous plaît ? Avec l'argent de qui ? Où ont-elles pris cet impôt privé ? Parce qu'on râle contre les impôts publics, ceux qui vont dans la caisse de l'Etat, mais le bénéfice d'une banque, c'est un impôt privé, ce n'est rien d'autre. 21 milliards !
L'entreprise Total : des dizaines de milliards accumulés, de profits ! D'où leur vient toute cette richesse, sinon des poches de ceux qui produisent ?

RS : Pour relancer la machine..

JLM : C'est un capitaliste, monsieur Artus de Natixis, qui a fait la démonstration, que si on taxait les revenus du capital comme on taxe ceux du travail, ça fait 100 milliards de revenus ! Vous voyez, il y a de la marge !

RS : Pour relancer la machine, vous proposez de grands travaux. Ca va coûter cher ça !

JLM : Bien sûr, mais c'est de la bonne dépense, parce qu'il y a dette et dette !

Quand vous créez une ligne de chemin de fer, par exemple, c'est quand même normal qu'on étale la dépense sur plusieurs décennies, et même sur une ou deux générations. Ce n'est pas une génération qui va prendre le train, c'est plusieurs. Et il y a donc des dettes qui sont saines. Lorsque vous donnez de l'argent pour construire des écoles et que nous élevons le niveau de qualification des jeunes français, c'est de la bonne dépense, parce que ça produira dans l'avenir.

Donc il ne faut pas tout mettre sur le même plan, ce qui est de la mauvaise dépense c'est de payer des intérêts excessifs aux banques. Ca c'est de la très mauvaise dépense, c'est pourquoi il faut leur serrer la gorge.

RS : Sur la « règle d'or », celle que propose Nicolas Sarkozy, c'est-à-dire interdire les déficits budgétaires, vous êtes pour, vous êtes contre ?

JLM : Je suis évidemment contre, c'est une règle absurde, c'est un effet d'épate, il veut prendre à la gorge les socialistes qui courent derrière, en leur disant « oui, oui, nous aussi nous allons réduire le déficit à 3% dès 2013 ». C'est-à-dire qu'ils vont retirer de la caisse de l'Etat 40 milliards la première année s'ils étaient au gouvernement. Et bien écoutez, si c'est pour faire ça, franchement pourquoi en changer ?

Par contre, monsieur Sarkozy ferait bien de faire son propre bilan de santé, parce qu'il est le champion de la dette en France !

Lorsqu'il était le ministre du Budget de monsieur Balladur, ils ont augmenté la dette de 20 points et depuis qu'il est Président de la République, ils l'ont à nouveau augmenté de 20 points. Et c'est celui-là qui vient faire des leçons aux autres ? Enfin il est largement temps que cet homme, qui correspond à une autre époque, au moment du libéralisme triomphant, aille faire valoir ses talents ailleurs et qu'il y ait un gouvernement de gauche.

Moi je sais quoi faire.

RS : Merci Jean-Luc Mélenchon.